



**Rassemblement
Wallonie-France**
Rassemblement Bruxelles-France

Belgique – België
P.P.
1420 Braine-l'Alleud
n°6/68910
N° d'agrément :
P701163

Trait d'Union

Le 25 mai 2014

La mère de toutes les élections !



Notre Congrès électoral le dimanche 11 mai à Namur

voir page 16

- **Le mot du Président** p. 2
- **Rien à cirer du Coq wallon !** p. 3
- **L'Europe ne pourra pas empêcher l'union de la
Wallonie et de la France** p. 4
- **Le R.W.F. : 33 propositions concrètes** p. 8
- **Crise de confiance et crise existentielle** p.10
- **Débat De Wever-Magnette** p.12
- **Maingain : de l'utilité des deniers de Judas !** p.14
- **Di Rupo ou le grand écart** p.15
- **Cotisation 2014 et Congrès électoral** p.16

Trimestriel
Quinzième année
Numéro 36

**Période :
Juin 2014**

Parution : mars - juin -
septembre - décembre

Bureau de dépôt :
Braine-l'Alleud

Editeur responsable :
Joël Goffin

14, rue Bayard
1420 Braine-l'Alleud

www.rwf.be
rwf@rwf.be

Editorial de Laurent Brogniet, Président du R.W.F.



Le 25 mai 2014 prochain se produira un événement majeur pour la survie de l'Etat belge.

Les observateurs parlent de « mère de toutes les élections ». Une chose est certaine, ces élections seront cruciales.

Le nationalisme flamand a, plus que jamais, le vent en poupe au nord du pays. Et le CD&V, le complice masqué de la N-VA, parle déjà de « confédéralisme positif », de 7ème réforme de l'État alors que la 6ème n'est même pas encore mise en œuvre !

En réalité, la Flandre n'a aucun projet d'avenir pour l'Etat belge. Mais elle veut s'octroyer tous les avantages de l'indépendance sans les inconvénients. Son objectif est simple : transformer la Belgique en une « coquille vide » dont elle contrôlerait les derniers leviers de pouvoir : l'armée et la diplomatie. Son seul mot d'ordre : « Plus un centime pour la Wallonie ». Dans cette perspective, les Wallons et les Bruxellois deviendront des citoyens de seconde zone. De nombreuses études ont démontré qu'une Wallonie autonome, mal gérée par des partis interchangeables et assoiffés de pouvoir n'est pas viable sur le plan économique.

C'est pour ouvrir les yeux de nos concitoyens sur cette réalité que le R.W.F. se présente aux élections du 25 mai 2014, à la Chambre et à la Région.

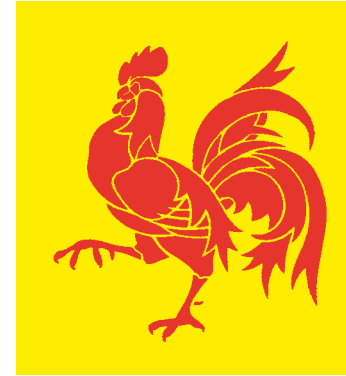
A nous de défendre les valeurs républicaines. A nous de promouvoir la seule proposition crédible pour la Wallonie : une union avec la France. Nous devons le faire pour que notre alternative résolument positive ne puisse plus être niée par les partis traditionnels, si toutefois il leur reste un soupçon de bon sens.

En pages 8 et 9, vous trouverez nos 33 propositions concrètes pour la Wallonie. Le R.W.F., c'est le bon projet pour l'avenir de nos enfants !

Laurent Brogniet, président du R.W.F.



Di Rupo, Furlan, Magnette : rien à cirer du Coq wallon !



Celui qui avait un jour déclaré préférer un rattachement de la Wallonie à l'Allemagne plutôt qu'à la France, qui a dit à la VRT que Charleroi était une ville en sous-développement ou qui appelle l'architecte de la ville son « bouwmeester », a désormais la ferme intention d'éradiquer le Coq wallon.

C'est ainsi qu'un appel à projets doit prochainement être lancé pour doter Charleroi d'un nouveau logo expurgé du Coq wallon.

La raison ? Paul Magnette (PS) estime que « l'animal renvoie trop à l'image de Jean-Claude Van Cauwenberghe, l'ancien homme fort de Charleroi aujourd'hui tombé en disgrâce », selon L'Echo. Grotesque erreur historique de la part de Paul Magnette : le Coq wallon n'est pas lié à Jean-Claude et ses sbires. Il a été institué en 1913. Le Coq de Pierre Paulus né à Châtelet est sur le plan artistique et symbolique indiscutablement un chef-d'œuvre.

Mais à l'étranger, le Coq wallon est déjà remplacé par les cinq points en forme de « W » (il faut en deviner la signification !) de Maître Demotte.

Le Commissariat général au Tourisme (CGT) a lui aussi décidé de privilégier le nouveau logo et il en sera de même pour les organismes subsidiés par le CGT, c'est-à-dire les 5 fédérations touristiques provinciales, les 42 maisons du tourisme en Wallonie et les syndicats d'initiative.

Avec la bénédiction du ministricule du Tourisme Paul Furlan qui est occupé à se planter dans l'organisation du bicentenaire de Waterloo (2015)...

Imagine-t-on un seul instant l'Ecosse et la Flandre abandonner leur lion emblématique ?

Conclusion du R.W.F. : seule une union avec la France fera de la Wallonie une grande région touristique de France. Elle bénéficiera des mêmes moyens de promotion que l'Alsace ou la Champagne.



L'Europe ne pourra pas empêcher l'union de la Wallonie et de la France

Article de Paul-Henry Gendebien, Président fondateur

Ne pouvant empêcher la partition de la Belgique, l'Europe pourra au moins ratifier et même encourager un regroupement français. Dans ce cas, elle en percevrait quelques dividendes politiques substantiels : la fonction internationale de Bruxelles assurée pour l'avenir, les différends frontaliers apaisés, l'incertitude géopolitique écartée du couloir reliant la France et l'Allemagne...

La jonction des populations non flamandes de la Belgique avec la République française aurait aussi l'insigne mérite de mieux équilibrer le tandem franco-allemand, axe vital d'une Europe toujours bâtie sur le dialogue nécessaire et permanent entre Paris et Berlin. Tout accroissement de son poids sera bénéfique à la France, entretenant son influence à un haut niveau. Elle en a besoin pour tenir son rang, ainsi qu'on le vit quand fut débattue, lors du Sommet de Nice, la question du droit de vote des Etats membres (les droits de vote de la France devraient être révisés à la hausse après le rattachement de la Wallonie).

Loin de toute obsession paranoïaque, un constat objectif s'impose : il y a désormais une Allemagne qui compte en Europe. A côté et non pas en face d'elle, il importe que se trouve une France qui compte, elle aussi. La loi des équilibres, et celle des coopérations harmonieuses, le requièrent. Le progrès de l'Europe repose sur son équilibre. Si on parle des rapports de force, ici, c'est de volonté politique, de santé économique, de luminosité démocratique et de rayonnement culturel qu'il s'agit, pour la France comme pour l'Allemagne. Cela dit, la dimension démographique n'est pas neutre, elle s'ajoute aux autres facteurs de puissance. C'est à partir de ces réalités-là que deux peuples se regardent, se comprennent, s'estiment, et peuvent agir de concert. Lorsque ces deux peuples sont justement la France et l'Allemagne, il va de soi que c'est tout l'avenir de l'Europe qui est en jeu. Si elles ne croyaient plus en elles-mêmes en tant que nations, si en outre elles avaient le sentiment que l'autre instrumentalise l'Union à son avantage, alors c'est le plus sombre des destins qu'il faudrait redouter pour ce petit continent en forme de mosaïque.

Evoquer ainsi le rôle de la France et de l'Allemagne ne revient pas à plaider pour un directoire bicéphale, ni à tenir pour peu les autres nations constitutives de l'Europe. La taille n'importe pas autant que la consistance et la volonté nationales. Le Danemark en est une illustration, parmi d'autres. Ainsi chaque pièce de l'échiquier devrait-elle contribuer à l'équilibre général. Dans cet ensemble, l'apport wallon et bruxellois – humain, économique, culturel, territorial – sera loin d'être négligeable pour une France qui trop souvent semble craindre, à tort sans doute, ce qu'elle prend pour des signes avant-coureurs de déclin.

On l'a compris, une conjonction d'intérêts européens et français est possible si la République a l'occasion de se renforcer en s'élargissant. Une attitude hostile de l'Europe serait impolitique et aurait probablement de sérieuses conséquences, aujourd'hui imprévisibles, sur la suite du processus communautaire. A vrai dire, on se demande si des « autorités européennes » oseront protester. La France n'est plus comme en 1815 ou en 1830 l'épouvantail du continent. Par ailleurs, quand la Tchécoslovaquie s'est effacée, et surtout quand l'Allemagne s'est réunifiée sans trop se soucier de l'avis de Londres et de Paris, la stabilité européenne n'a pas été ébranlée. De la même manière si la France, après une dissolution de la Belgique, était présente de Tournai à Liège et d'Arlon à Bruxelles, l'Europe n'en serait pas pour autant bouleversée, même si des ajustements devront s'opérer.

Dans le dénouement de la crise belge, on est en droit d'attendre de l'Europe ce qu'elle pourra donner, ni plus ni moins. On pourrait solliciter, le moment venu, ses bons offices, sa médiation et peut-être même son arbitrage pour un règlement du contentieux frontalier entre Etats successeurs de la Belgique. Une intervention de l'Europe, dans ce sens-là, pourrait se révéler précieuse et salutaire pour toutes les parties en cause. On voit mal celles-ci récuser une mission pacificatrice de l'Europe dans une affaire aussi sensible. Pour le reste, on ne surestimera pas le pouvoir et les moyens politiques d'une Europe qui n'est pas un Etat, ni une puissance, mais un assemblage. Sa volonté et son autorité sont limitées. Et ses institutions ne sont pas grandies par le prestige plus virtuel que réel des personnalités qui les incarnent actuellement : Lady Ashton et MM. Barroso et Van Rompuy. Aujourd'hui déjà, les discriminations et les épurations constatées à quelques kilomètres du siège de la Commission



laissent l'Union étrangement silencieuse – dans toutes les langues – et objectivement complice. C'est dire qu'il ne faut pas en attendre monts et merveilles, même en cas de divorce belge. Sa tentation ne sera-t-elle pas alors de commenter l'événement plutôt que d'essayer de le comprendre et d'en tirer le meilleur parti ? Elle risquera aussi de s'empêtrer dans les divergences d'intérêts et d'approches dont la synthèse serait difficile. L'Espagne, menacée dans sa cohésion, ne réagira pas, de toute évidence, tout comme la France ... Plus encore, des contradictions ne manqueront pas de surgir entre certains principes auxquels l'Union se dit attachée : ainsi le droit des peuples à l'autodétermination se heurterait-il au prescrit de la stabilité des frontières, comme l'a montré l'affaire de la Crimée.

Manquant de ligne de conduite claire et de leadership, l'Europe aura-t-elle vraiment les moyens de contrecarrer une scission belge et ensuite une réunification française ? De quoi l'Europe pourrait-elle menacer la Belgique ? De quitter Bruxelles ? Il n'est pas sûr que cela refroidirait le zèle séparatiste d'une certaine Flandre. Quant au choix d'une autre implantation pour le siège de la Commission, quelles controverses ne déchaînera-t-il pas entre les capitales des bientôt trente ou trente-cinq Etats membres ?

Il faut encore répondre à un discours souvent entendu : la Belgique mérite absolument de survivre car elle est le miroir, le laboratoire et la maison témoin d'une Europe plurielle. Or, on ne le sait que trop, ce lieu commun ne se vérifie pas dans la réalité à partir du moment où l'expérience belge, fédéraliste et communautariste à outrance, est un cuisant échec. Les « européistes-belgicistes » qui voudraient invoquer ce « modèle » belge pour ramener à la raison les nationalistes flamands en seront pour leurs frais.

Reste une autre objection à laquelle il faut faire un sort : l'Europe, dit-on parfois, n'autorisera jamais une partition de la Belgique au motif que celle-ci constituerait un dangereux précédent pour des Etats composites aux premiers rangs desquels figurent l'Espagne et dans une moindre mesure la Grande-Bretagne. Il est bien entendu qu'un certain nombre de gouvernements protesteront, mais on voit difficilement l'Union adopter une position commune sur l'affaire belge. Tout au plus ira-t-elle jusqu'à morigéner les Flamands et les Wallons et à leur recommander la sagesse. L'hypothèse d'une sécession écossaise n'est pas nécessairement à l'ordre

du jour et M. David Cameron, on l'a souligné, n'a pas hésité à recevoir à Londres, avec tous les honneurs dus à son rang, le chef des nationalistes flamands, Bart De Wever. En revanche, le risque d'une séparation de la Catalogne est moins invraisemblable. Mais en tout état de cause, ce serait faire preuve de condescendance à l'égard des Catalans et des Ecossais que de laisser entendre qu'ils ont besoin de l'exemple flamand pour trouver des idées et pour revendiquer la souveraineté de leurs anciennes nations.

A coup sûr, l'Europe ne serait pas perdante si une séparation civilisée pacifiait ces vieux voisins que sont les Wallons et les Flamands. On peut d'ailleurs présumer que le pragmatisme l'emportera lorsque les instances européennes seront confrontées à la phase ultime de la discorde belge. Si la France s'implique efficacement dans la question belge, si la stabilité est préservée dans la zone centrale de l'Union, si le siège bruxellois de la Commission bénéficie de garanties solides et si toutes les sessions du Parlement se tiennent à Bruxelles, alors l'Europe pourra se dire qu'elle a évité le pire, à savoir d'être contrainte de proposer elle-même une solution et de décider... Mais l'acquiescement européen postulera au préalable que la France se porte à l'avant, faisant preuve à la fois de volontarisme à toute épreuve et d'habileté diplomatique. A cette condition, les dirigeants européens pourraient conclure que la nouvelle configuration géopolitique issue de la réunification française vaut bien la précédente : en effet elle équilibrera mieux le continent et singulièrement les rapports franco-allemands, et elle raffermira les fondations de la maison commune.



LA WALLONIE AVEC LA FRANCE

33 PROPOSITIONS CONCRÈTES

Les partis traditionnels nous promettent une fois de plus monts et merveilles avant les élections. Mais qu'ont-ils fait pendant les années où ils occupaient le pouvoir ! Le programme du R.W.F. ne propose que du concret. Voici des propositions qui se réaliseront automatiquement le jour où la Wallonie s'unira à la France. Avec la République, la Wallonie deviendra une grande Région reconnue et mieux respectée.

- 1** > L'élection du chef de l'Etat au suffrage universel
- 2** > Un scrutin à deux tours avec une majorité claire
- 3** > La laïcité inscrite dans la Constitution
- 4** > Le référendum d'initiative populaire
- 5** > La fin du vote obligatoire
- 6** > Moins de gaspillage : Etat belge = plus de 50 ministres et 6 parlements
- 7** > Un programme de sécurité digne de ce nom : des moyens financiers, matériels et humains pour l'armée, les pompiers, la police
- 8** > Une justice plus rapide (comparution immédiate pour certains faits) et moins laxiste
- 9** > Une politique internationale ambitieuse : droit de veto au Conseil de Sécurité des Nations unies, influence diplomatique accrue, actions humanitaires dans le monde
- 10** > Une politique d'immigration mieux balisée
- 11** > Une solidarité sans faille entre les régions, contrairement à ce que veut la Flandre
- 12** > De vrais débats publics sur des enjeux de société
- 13** > Une lutte plus efficace contre la grande fraude fiscale
- 14** > La semaine des 35 heures dans certains secteurs, plus de jours de congé légaux

- 15** > Des transports en commun dignes de ce nom (ex. le développement du RER en France et des TGV à bas prix)
- 16** > L'autonomie en matière énergétique
- 17** > Moins d'impôts sur les petits et moyens revenus
- 18** > Des pensions plus décentes et garanties par l'État à long terme
- 19** > L'eau, l'électricité, internet, le gsm et le panier de la ménagère moins chers
- 20** > Un réseau routier en meilleur état, permis de conduire « à un euro » facilement accessible
- 21** > Un système de santé performant (régulièrement classé parmi les meilleurs)
- 22** > Un enseignement de qualité et la fusion des réseaux (officiel et libre)
- 23** > L'instauration d'un cours d'éducation civique
- 24** > L'anglais comme seconde langue d'apprentissage au lieu du néerlandais
- 25** > Moins de politisation des nominations dans l'enseignement et l'administration
- 26** > La création d'une École normale d'administration apolitique
- 27** > Des écoles sportives de haut niveau
- 28** > Notre culture et nos langues régionales wallonnes mieux protégées
- 29** > Une politique culturelle et patrimoniale de niveau international
- 30** > Des médias alternatifs moins soumis au pouvoir en place (ex. Mediapart, Le Canard enchaîné, Guignols de l'info, altermédias)
- 31** > L'accès au grand marché intérieur français et pour les produits wallons le prestigieux label « Produit de France »
- 32** > Environnement : lutte contre les OGMs et la malbouffe, défense de la diversité biologique
- 33** > Un secteur agricole mieux défendu par l'Etat



Crise de confiance et crise existentielle

Extrait du livre *rattachiste.fr* de Marcel Dehalu (2014)

En vente sur le site www.bookelis.com - Version numérique : 1 euro.



Les Français sont déçus ou irrités par l'incapacité de François Hollande, aux commandes de l'Etat français depuis plus de 18 mois au moment où j'écris ces lignes, d'inverser une tendance socio-économique négative et de leur redonner confiance. J'observe le même désenchantement pour ce qui se passe en France chez bien des Francophones de Belgique et, plus grave, chez certains d'entre eux qui défendent comme moi le projet de rattachement de la Wallonie à la France. Ce qui me surprend toujours, ce sont des réflexions du genre « *la France oui, mais pas avec Hollande* » ou précédemment « *Pas avec Sarkozy.* » Notre sentiment d'appartenance à un peuple ne changera pas en fonction de la personnalité qui est à la tête de l'Etat. Les hommes passent, les Etats et les régimes restent ou durent en général bien plus longtemps. Que nous partagions l'inquiétude des Français et des autres Européens face à ce que nous appelons une crise qui aurait débuté en 2008 est bien naturel. La France, comme l'ensemble de l'Europe, connaît des moments difficiles, et d'abord économiquement parlant, mais ce pays n'est pas menacé dans son existence. La Belgique est à présent, par contre, menacée de disparition à chaque scrutin fédéral, et les Wallons n'ont pas leur destin en main. Ils sont soumis au verdict des urnes en Flandre ; c'est un problème d'identité, de nationalité.

Je crois comme bien d'autres que les problèmes économiques que rencontrent les Etats européens exigent des solutions concertées et communes. Actuellement, ils choisissent des solutions trop différentes organisant une rivalité entre eux. Au nom de la loi du marché et d'une ouverture mondiale à la concurrence, ils sont occupés à provoquer leur propre ruine industrielle. Ils jettent aux oubliettes de l'Histoire le savoir-faire accumulé grâce aux talents, au travail et à l'expérience de nos ouvriers, ingénieurs et entrepreneurs.

Je crois aussi que l'exemple français illustre bien l'incapacité de la droite et de la gauche à relancer la croissance. Grâce au système majoritaire à deux tours, les dirigeants de droite comme de gauche ont tout loisir, lorsqu'ils sont au pouvoir en France, d'appliquer leurs recettes. Force est de constater dans les circonstances présentes qu'aucune des deux parties n'a la recette miracle et que les sondages annoncent en conséquence un succès électoral du FN, éternel exclu du pouvoir, lors du prochain scrutin. Marine Le Pen travaille à corriger l'image de son parti, mais de l'image je ne pourrai pas me contenter. Que le FN réussisse une percée en capitalisant sur les frustrations accumulées est bien possible mais je doute de la capacité de ce parti d'apporter des solutions réelles, acceptables humainement parlant et durables. Les relations qu'entretient ce parti avec le Vlaams Belang suffisent à me convaincre que le changement n'est que cosmétique. Il faut donc aussi se réjouir de l'existence du système électoral français. Il sera un rempart suffisant pour empêcher le Front National d'accéder au pouvoir suprême. En Belgique francophone, la « lepenisation » des esprits est bien réelle et je le déplore ; le morcellement de l'extrême droite nous évite encore ce souci dans les assemblées parlementaires, mais nous en avons d'autres. [...]

Revenant à cet échec de la gauche et de la droite classiques face à la crise, j'observe que les difficultés rencontrées pour former un gouvernement belge obligent des gens de gauche à partager le pouvoir avec ceux de droite et inversement. Tous peuvent se prévaloir de ne pouvoir appliquer leur propre programme. La droite belge, comme la gauche d'ailleurs, laisse penser que si elle était seule au pouvoir, les choses iraient mieux. Invérifiable évidemment !

Pour sortir de ce désenchantement, il nous faudra changer de modèle de développement, remettre en question la place et la définition du mot travail dans notre système et remplacer le fameux PIB par un indicateur de bien-être qui redonne du sens à nos sociétés. Une révolution dans nos ambitions de croissance s'amorce ; elle s'accompagnera de changements inévitables dans ce qui fait le vivre ensemble et donc la gestion des collectivités humaines.

C'est un Allemand qui le dit : « La France reste un pays fort »



Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a récemment affirmé que la France restait « un pays fort » en dépit d'une « situation difficile » sur le plan politique (note : ce sera aussi le cas de l'Etat belge après le 25 mai). « La France est dans

une situation difficile parce que le soutien pour (François) Hollande est faible », a expliqué le ministre, sur le plateau d'une émission télévisée allemande. « Mais la France a de bons indicateurs économiques, meilleurs qu'attendu », a poursuivi Wolfgang Schäuble. Le pays doit se réformer « et Hollande va le faire ».

« La France reste un pays fort ». Et de conclure en professant « son amour pour la France », entre autres pour son savoir-vivre et sa gastronomie.

Le débat confidentiel De Wever-Magnette le 3 avril dernier

Pendant des années, la presse francophone a mis en exergue l'exil des millionnaires français à Ixelles et à Uccle afin de tenter de démontrer que la France était un enfer fiscal pour les très riches et que ces derniers fuyaient massivement l'Hexagone. C'était bien évidemment faux et ce n'est pas nous qui le disons.

L'Echo et le Tijd ont organisé tout récemment un grand débat entre Bart De Wever et Paul Magnette, Di Rupo se cachant prudemment derrière son paravent. Il y a été question de l'ISF (Impôt sur la Fortune) en vigueur en France. Pour défendre l'une de ses propositions électorales, taxer les très riches (le PS est au pouvoir depuis 26 ans et il n'y pense qu'aujourd'hui!), Paul Magnette a confirmé que sur plus de 500.000 Français soumis à cet impôt, seulement 800 ont quitté la France pour la Belgique.

A l'heure actuelle, 300 sont revenus dans leur pays. Ce qui fait un Français sur mille qui a réellement fui l'impôt sur la fortune !



Il n'est pas sûr qu'un jour Paul Magnette ne soit assujéti à l'ISF...

De plus, tout observateur objectif aura remarqué que, dans ce débat, Paul Magnette s'est retranché derrière son habituelle arrogance et sa mauvaise foi. Ainsi, selon le Président d'occasion du PS, le gouvernement Di Rupo serait en passe de gagner la bataille de l'emploi alors que le chômage est en augmentation dans les trois Régions; il aurait assaini les finances publiques alors que la dette dépasse une fois de plus les 100% du PIB !

Pour Bart De Wever, les 22 milliards d'économie seraient une mauvaise blague : « Si 22 milliards d'euros ont bien été pompés dans la poche du contribuable, de manière directe ou indirecte, cela n'a nullement résolu les problèmes financiers de l'Etat belge et cela n'a pas relancé les investissements, pas plus que l'activité économique ». Et d'ajouter : « Show me the money ! » (ce qui veut dire : « Où est passé tout cet argent ? »).

Paul Magnette passe à autre chose. Le gouvernement Di Rupo aurait réalisé des économies « de manière neutre », c'est-à-dire sans nouveaux impôts. Et Bart De Wever de répliquer : « Et les 5,4 milliards de nouveaux impôts, depuis que Di Rupo est en place ? Cela s'est traduit par des augmentations de prix pour les produits de première nécessité. Allez demander à la ménagère ce qu'elle en pense. Vous représentez peut-être un gouvernement socialiste, mais c'est surtout le gouvernement le moins social depuis la fin de la guerre ! ».

La conclusion du leader de la N-VA : « J'ai passé beaucoup de temps à lire votre programme de 490 pages (sic), je n'y ai pas trouvé un mot sur la baisse des dépenses de l'Etat, à part les habituelles promesses qu'on oublie au lendemain des élections. Pour cacher la catastrophe du chômage, vous annoncez l'engagement de nouveaux fonctionnaires : vous appelez ça faire des économies ! ».

Maingain : de l'utilité des deniers de Judas !

Source : Le Vif du 11 avril 2014



Un peu plus de 3,5 millions d'euros : c'est l'important manque à gagner qu'a subi la commune de Woluwe-Saint-Lambert du fait de l'absence d'un échevin néerlandophone dans son collège, entre 2006 et 2012. Le bourgmestre FDF Olivier Maingain n'avait pas souhaité bénéficier de cette somme, qu'il avait à l'époque qualifiée de « *deniers de Judas* ». Depuis

2012, il y a bien un échevin néerlandophone à Woluwe-Saint-Lambert. Selon le conseiller communal Ecolo Bernard Ide, l'enveloppe annuelle de quelque 586.000 euros liée à sa présence ne sert toutefois guère à aider les citoyens francophones de Zaventem, comme l'avait assuré Olivier Maingain. Officiellement, sur ces 586.441 euros, environ 194.000 euros sont dépensés en frais de personnel; 125.000 autres euros sont transférés vers l'Asbl Wolu-International, spécialisée dans le soutien aux pays en développement ou utilisés pour de « *l'aide urgente* », sans autre détail. Un site Internet a certes été créé pour soutenir les populations non néerlandophones de la périphérie et divers subsides ont été octroyés à des associations de Zaventem via l'asbl Wolu-International. **Mais 267.000 euros des deniers de Judas sont conservés par la commune.**

Dans un entretien accordé au Knack en janvier dernier, Olivier Maingain a cru intelligent de lâcher une vanne en faveur des Flamands, qui n'en demandaient pas tant. Un rare exemple de servilité volontaire compte tenu du fait que les francophones de Flandre n'obtiendront plus jamais la moindre facilité linguistique en région flamande et dans la périphérie de Bruxelles. Maingain : « *Dans ma commune, je suis un exemple de tolérance envers la communauté flamande qui y est représentée. Je suis pour le respect des minorités. Je pense ainsi que les Flamands, établis en Wallonie, devraient pouvoir y développer leur culture et obtenir leurs papiers en néerlandais. Je suis le premier à les soutenir dans ces demandes.* »

Conclusion du R.W.F. : le FDF ne se présente en Wallonie que pour obtenir une dotation publique.

Di Rupo ou le grand écart...

Article de Joël Goffin



C'est une situation complètement inédite à laquelle se trouve aujourd'hui confrontée le PS. Il croyait continuer à pouvoir régner sans partage sur la Wallonie qu'il a mise en coupe réglée depuis des décennies. Et voilà qu'il est désormais attaqué sur son aile gauche par le PTBgo! qui a eu le mérite politique

de fédérer les lambeaux de l'extrême gauche : communistes bon teint, trotskystes, intellectuels de gauche et autres syndicalistes radicaux.

Du coup, le loyal serviteur d'Elio Di Rupo, nous voulons dire Paul Magnette, se croit obligé de gauchiser son discours pour récupérer les nombreux déçus de la politique antisociale du gouvernement fédéral.

Ainsi propose-t-il un impôt sur la fortune comme en France ou encore de revenir sur les mesures de dégressivité des allocations de chômage qui touchent principalement son électorat. Les mensonges ne trompent que ceux qui y croient !

Ces effets d'annonce, on l'a encore vu lors du débat De Wever-Magnette, ne font qu'irriter une Flandre où le patronat sous toutes ses formes donne le ton et où la gauche représente à peine 20% des suffrages. Avec l'irruption du PTB qui est crédité de 6% dans les derniers sondages, le PS voit donc s'ouvrir un second front sur le champ de bataille. D'une façon plus générale, l'Etat belge est écartelé entre une Flandre bien à droite (et non au centre droit comme le dit une certaine presse) et une Wallonie qui se voit proposer comme alternative au PS le communisme le plus orthodoxe.

Dans ce contexte, il est possible que le Premier ministre, surnommé le roi Elio, soit échec et mat le 25 mai prochain.

Mais le R.W.F. peut annoncer dès aujourd'hui qu'en cas de claqué électoral du PS, un poste à l'Europe attendra Elio Di Rupo. La négociation vient de trouver sa conclusion au niveau européen. Tout sera dès lors pour le mieux dans le meilleur des mondes dirupistes.

Le R.W.F. a besoin de vous !

**(Ré)affiliez-vous via le compte R.W.F.
BE30 0017 0739 5111**

BIC : GEBABEBB - Banque : BNP Paribas

25 euros et 10 euros pour les retraités, chômeurs et étudiants ou membres d'une même famille.

Vous trouverez un bulletin de virement inséré dans ce périodique. Votre cotisation servira, entre autres, à couvrir les frais du périodique que vous tenez en main, des tracts et de la campagne électorale ...

Il vous est toujours loisible d'acquérir des drapeaux, des t-shirts et des épinglettes.

rwf@rwf.be – Tél. +32 (0)475 32 57 34



Invitation cordiale à toutes et à tous (candidats, militants, sympathisants, observateurs) au

Congrès électoral du R.W.F.

DIMANCHE 11 MAI 2014 à 14 h

à la Brasserie François
place Saint-Aubain à Namur
(face à la cathédrale)

13 h 30 : Accueil des participants par
Bernard Claes et l'équipe de Namur

14 h : Intervention des orateurs

Conclusions de Laurent Brogniet

16 h 30 : Fin du Congrès et verre de
l'amitié

Retrouvez tous nos candidats et notre programme sur notre site www.rwf.be

